

Le faux-nez de l'économie collaborative

Jean-Marie Harribey

Le Progrès social, n° 132, 26 octobre 2016

Tous les cinq ou dix ans, on nous annonce l'avènement d'une nouvelle économie. Voici celle de la collaboration. C'est, dit-on, l'économie du partage, du travail gratuit et librement consenti, des réseaux sociaux, de l'échange pair-à-pair, etc., et celle des profits astronomiques des GAFA (Google, Apple, Facebook et Amazon). Comment est-ce possible ? Le travail salarié productif de capital disparaîtrait-il pour laisser la place à une nouvelle figure du bénévolat qui serait source miraculeuse de valeur pour des capitalistes astucieux ? L'escroquerie économique ne serait-elle pas dissimulée derrière une escroquerie intellectuelle ?

Rien de nouveau sous le soleil

Les pompistes ont disparu des stations d'essence. Un meuble vendu par Ikea doit être monté par l'acheteur. Est-ce à dire que le consommateur contribue à produire la valeur du carburant ou celle du meuble ? C'est la thèse qui est en vogue. Mais elle est fautive. Ikea vend des meubles en kit, pour diminuer ses coûts et donc pratiquer des prix concurrentiels plus bas. On ne peut pas à la fois affirmer que la valeur des meubles diminue avec leur coût et que l'acheteur a ajouté de la valeur, quel que soit l'agacement de ce dernier qui peine à assembler son étagère. Le travail productif reste celui exploité par Total ou Ikea.

Le modèle web 2.0 capte la valeur

L'internet, les réseaux et les supports matériels (ordinateurs, tablettes, smartphones) permettent la mise en relation directe des individus et des entreprises. Se développent alors des entreprises et plateformes qui vendent un nouveau service (Blablacar, Airbnb, Uber), ou bien qui captent des données personnelles pour les revendre (Google, Facebook), ou encore qui font participer les usagers à leurs affaires (TripAdvisor, Bouygues Telecom). C'est le *business to business* (B to B, échanges marchands entre entreprises) et le *business to consumer* (B to C, entre entreprises et consommateurs). Les profits engrangés par quelques mastodontes de l'internet sont tels, doublés du fait qu'ils ne payent pas ou très peu d'impôts, qu'on s'interroge sur leur origine puisqu'ils ne semblent pas venir du travail salarié traditionnel.

Certains disent que les frontières du travail productif se sont diluées, d'autres que la création de valeur échappe au travail. En réalité, le modèle théorique qui s'applique à cette prétendue nouvelle économie est celui de la rente, prélevée dès l'instant où un titre de propriété est imposé sur une ressource, une connaissance ou une donnée. Pas plus qu'une ressource naturelle, une information ne crée en soi de valeur économique.¹ Pas plus qu'une « entreprise sans usine », un monopole qui domine un marché ne crée toute la valeur qu'il perçoit. Dans tous les cas, il s'agit d'une captation de la valeur créée dans l'ensemble de l'économie, celle-ci étant suffisamment intégrée pour que l'on ne distingue plus des producteurs individuels, mais des maillons d'une chaîne capitaliste de valorisation désormais fondée sur une appropriation généralisée de la matière et des données et sur un travail soumis à une domination sans cesse élargie.

¹ J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable*, LLL, 2013.

La prédation ne sauvera pas de la crise

Le modèle du partage et de la gratuité qui serait possible est donc aujourd'hui battu en brèche par celui de la propriété et de la rente. Mais le capitalisme aura beau faire, il ne surmontera pas sa crise en généralisant un rapport social constitué de prédateurs et de proies d'autant plus faciles qu'elles sont isolées derrière leur smartphone. Déjà, les employés d'Uber réclament leur rattachement au salariat entouré de droits. Et il vaudra toujours mieux lever les droits de propriété pesant sur les biens qui pourraient être collectifs ou communs que de faire semblant de rémunérer un travail de collaboration plus subie que consentie. D'autant que les données et connaissances exigent en amont une accumulation de recherche, d'éducation et d'infrastructures publiques que le capitalisme s'ingénie à assécher. Pour protéger et développer les biens communs, il faut des biens publics. Les « jours heureux » sont à ce prix.